

Dettes : quand l'Etat s'endette, les riches s'enrichissent

Si l'on a la chance d'habiter une ville assez grande, le problème ne se voit pas trop. Mais pour d'autres, il faut faire de plus en plus de kilomètres pour trouver un hôpital, un bureau de poste ou une gare. *« C'est comme ça, nous dit-on ! Il vaut mieux regrouper les services d'urgence, ou il n'y avait pas assez de voyageurs sur cette ligne ».*

Si on proteste, si on dit que les services publics sont en train de disparaître, la réponse tombe : *« Comment faire autrement, l'Etat est déjà très endetté. Vous voulez qu'on l'endette encore plus ! On va laisser cette dette à nos enfants ! »* Et on nous fait la leçon : *« Vous faites bien attention, chez vous, à votre budget ; sinon, vous allez être interdit bancaire par la Banque de France... »*

C'est vrai. Il y a 600 000 personnes interdites de banque, et 3 millions de chèque ou autre. C'est que les commerces n'arrêtaient pas de proposer des crédits, pour vendre meubles, téléviseurs ou jeux vidéo. Et de nombreuses familles finissent par craquer, oubliant qu'il y a le loyer, le reste à payer.

Mais l'Etat, lui ? Que lui arrive-t-il s'il a des dettes qui gonflent ? Ses dirigeants sont-ils sanctionnés ? Pas du tout ! C'est même le contraire. Si vous, vous n'avez plus le droit de faire un nouveau crédit une fois surendetté, les Etats, eux, n'arrêtaient pas de s'endetter à nouveau. Ils remboursent leurs vieilles dettes avec des nouveaux emprunts, qui vont faire de nouvelles dettes. Rien à voir avec nous, ou avec une entreprise qui fait faillite.

L'Etat français emprunte, et s'endette donc, de 20 milliards d'euros chaque mois. Son Agence France Trésor, propose sur ses ordinateurs ce qui s'appelle des obligations d'Etat, des emprunts, qui sont achetés par des banques (BNP-Paribas, Société Générale, Deutsche Bank, Goldman Sachs...), qui les revendent à des sociétés d'assurances, des fonds de pension, des financiers du monde entier.

Pourquoi donc tous ces gens-là payent-ils à l'Etat alors qu'ils savent qu'il est déjà endetté ? Parce qu'ils savent que l'Etat a les moyens de trouver de l'argent pour les rembourser, et leur payer en plus les intérêts. Actuellement, la France en paye pour 45 milliards par an, autant que le budget du logement. Avec quel argent ? Avec des impôts, y compris ceux, comme la TVA, qu'on paye sur tout

ce qu'on achète, en oubliant que c'est un impôt. Et si on refuse de payer ses impôts, l'Etat peut utiliser la force. Et si c'est un pays qui n'arrive pas à rembourser ce qu'il doit, les capitalistes qui lui avaient prêté s'unissent pour l'écraser. C'est ce qui est arrivé à la Grèce en 2008. Même les salaires ont été baissés, de 20%.

Depuis les années 1980, les pays riches, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, ont choisi de vivre en étant carrément toujours plus endetté. Ils se sont aperçus que ça marche : il y a toujours des capitalistes qui croient en leur système, et qui continuent de leur acheter des obligations.

En France, la dette est aujourd'hui de 2800 milliards, qu'il faudra rembourser, dans quelques mois ou des dizaines d'années, selon chaque emprunt. Comment fera-t-il ? Il empruntera encore et encore. La dette est devenue un fonctionnement juste habituel des pays riches.

En fait, dans les années 1980, les dirigeants du monde riche ont choisi d'appauvrir l'Etat : ils ont baissé les impôts, ceux des riches d'abord, ceux des entreprises aussi. Endetté, l'Etat est bien obligé de moins dépenser, et il économise sur les services publics, comme l'hôpital par exemple.

Mais quand vous baissez les impôts de 10 milliards pour les plus riches, ils peuvent utiliser ces 10 milliards qu'ils ont toujours, pour aller s'acheter de quoi prendre la place du service public qui a fermé : une clinique privée par exemple, qui va remplacer les lits fermés des hôpitaux publics, et qui va les enrichir personnellement.

Les pays riches sont riches, ce sont leurs gouvernements qui ont choisi de devenir pauvres, et toujours endettés. Conclusion : les riches peuvent devenir de plus en plus riches pendant que l'Etat, lui, devient plus pauvre.

Leur argument sur la dette - qu'il ne faut pas laisser à nos enfants - est une fumisterie. Cet argument hypocrite leur sert à nous faire accepter un système qui enrichit ceux qui sont déjà bien riches.

29/5/2022

L'Ouvrier n° 369

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

pour recevoir chaque parution, découvrir d'autres numéros, nous aider :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX

Notre site internet : louvrier.org